

T2137 - 353 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue terraux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 353 JEUDI 10 AVRIL 1980 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

Chacun voit le terrorisme à sa porte !



C'est le temps
du plastic... tic !

L'arrestation
massive
de « terroristes »
pue la
provocation
policière

PAGE 8

Rationalisation de l'exploitation des travailleurs et consensus

« P arce que la politique sociale s'inscrit dans un contexte de profit (...) et que rien actuellement ne permet aux représentants directs du personnel d'infléchir les décisions patronales (...) », dixit l'avis du Comité central d'entreprise de la société des Ciments français à propos du bilan social, vous savez cette nouvelle annexe au bilan comptable des entreprises. Au moins dans cette grosse entreprise capitaliste on appelle un chat un chat et on ne se mélange pas les méninges comme ces pseudo-patrons, type « Entreprise et Progrès », à l'humanisme singulièrement démagogique.

Aux Ciments français comme dans des milliers d'autres entreprises, on ignore ce que veut dire consensus. Là aussi vous savez bien comment dans le Vaucluse par exemple, où l'on blesse par balles un gréviste, où l'on menace de mort à Marseille un syndicaliste. L'entreprise reste un champ clos où la lutte de classes subsiste. Le consensus social, une vaste fumisterie à laquelle personne, à la base, ne croit réellement. Pas même les centrales réformistes. L'une d'elles notamment, la CGT pour ne pas la citer, en appelle à la reconnaissance du droit politique dans l'entreprise en faveur sans doute d'un parti dont on connaît ses sympathies.

A la fin de 1976, la CGT proposait d'ailleurs dans une « Convention collective nationale de la recherche, l'ingénieur, la production et les industries annexes », aux articles 74 et 77, la « liberté d'organisation, de réunion et d'information aux partis politiques dans les établissements ». On imagine mal le consensus qu'une telle situation engendrerait. Et pourtant la recherche du consensus préoccupe les hautes sphères qui nous exploitent. A juste titre d'ailleurs, car il y va de leurs intérêts et uniquement que de cela. « Toute la question est de savoir jusqu'où les syndicats doivent promouvoir la collaboration avec les employeurs et les gouvernements, plutôt que de s'en tenir à leur rôle traditionnel de contestation. C'est une question décisive ». Ainsi s'exprimait, il y a guère plus d'un an dans un document intitulé *Négociations collectives et participation des travailleurs en Europe occidentale, Amérique du Nord et Japon*, la « Trilatérale », commission composée de PDG, banquiers et hommes politiques de ces trois continents.

Il apparaît donc nécessaire d'analyser l'évolution des rapports de force dans nos sociétés, dans la perspective exprimée plus haut qui traduit, n'en doutons pas, l'objectif que s'assignent nos gouvernants et pour une large part le patronat soucieux d'améliorer les rapports sociaux qui secouent les entreprises.

C'est encore un de ces patrons humanistes d'« Entreprise et progrès » qui, à leur quatrième congrès, déclarait que « l'entreprise ne peut plus être un rassemblement d'individus isolés, arbitrairement affectés à des tâches définies par d'autres et sans

suite p. 4

Vingt ans après l'indépendance africaine

La France reste colonialiste

L'année 1980 marque le 20^e anniversaire de l'accession à l'indépendance des dernières colonies françaises en Afrique (Algérie exceptée). L'histoire mouvementée qu'ont connue la plupart de ces jeunes Etats, incite à jeter un regard neuf sur les conséquences de la colonisation européenne, car ces conséquences de la tentative de francisation des peuples africains se font encore lourdement sentir, tant au niveau politique qu'économique. Au moment où se poursuit la décolonisation de la pointe du sud du continent (Rhodésie), il convient également de situer clairement les enjeux que représente chacune de ces deux parties de l'Afrique. Les immenses richesses minières que recèle le sol des principaux pays du sud tranchent avec le dénuement réel de l'Afrique centrale dont l'essentiel des ressources reste encore basé sur une agriculture archaïque. Cela explique pourquoi les grandes manœuvres militaires opposant les super-puissances sur le sol africain ont pour l'instant beaucoup plus épargné les pays qui avaient connu l'occupation française. Mais les choses sont en train de changer : une prospection plus systématique a révélé l'existence de richesses minières non négligeables, et il est vraisemblable que cette zone du monde va prochainement susciter un regain d'intérêt chez les impérialistes de tous poils.

Si la proportion des régimes militaires n'est pas plus impressionnante en Afrique qu'en Amérique latine par exemple, leur persistance a des raisons extrêmement différentes. Une dictature est par définition faite pour durer ; or, à de très rares exceptions près, les dictatures africaines éprouvent d'énormes difficultés à se maintenir en place. Cela tient essentiellement à la faiblesse des structures sociales et politiques (ce que certains appellent le manque de traditions démocratiques) qui entraîne une instabilité constante. Elle n'est pas encore révolue l'époque où une poignée de mercenaires bien équipés et entraînés peuvent prendre le pouvoir sans coup férir, et la rapidité à laquelle se succèdent les coups d'Etat, le prouve bien.

Cette situation est en grande partie l'héritage des colons. Ce sont eux qui ont inculqué aux Africains la nécessité d'un Etat fort, centralisé, alors que la réalité sociale africaine repose sur la division en un nombre infini de tribus. Ce n'est pas non plus la situation économique qui peut justifier l'existence d'un gouvernement chargé de la régulation des mécanismes monétaires et des échanges commerciaux. Mais quand les colons sont partis, ils ont laissé en place toute la machine administrative, et ils se sont bien sûr arrangés pour placer à sa direction des hommes qui continueraient à favoriser les intérêts de la métropole. Et il est bien connu que quand un système politique ne correspond pas à la réalité profonde d'un pays, le seul moyen de le maintenir en place est de l'imposer par la force. De là découle l'indéniable prédominance des militaires dans la vie politique africaine.

suite p. 4

FOP 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : SOISSONS
ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
DOUBS : BESANCON
HERAULT : BEZIERS
RHONE : LYON
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIROUDE : BORDEAUX-CADILLAC
HTE-VIENNE : LIMOGES
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
HT RHIN : MULHOUSE
LOIRE : ST ETIENNE
HERAULT : BEZIERS
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS

MORBIHAN : LORIENT
OISE : CREIL
NORD : VALENCIENNE
ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE-BIARRITZ
VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
HAUTE-SAVOIE : ANNECY
SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
SOMME : AMIENS
NORD : FACHES-THUMESNIL
PAS-DE-CALAIS : HENIN-BEAUMONT
VAR : RÉGION TOULONNAISE
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
EURE : EVREUX
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS

PROFESSIONNELLES
 - LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 6^e, 7^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - FRESNES NORD. L'HAY
 - MASSY PALAISEAU

- ORSAY BURES
 - RIS-ORANGIS
 - CORBEIL ESSONNES
 - DRAVEIL
 - THIAIS, CHOISY
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MAISSONS-ALFORT. ALFORT-VILLE

BANLIEUE EST
 - GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - COURBEVOIE, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - ARGENTEUIL

LIAISONS

De Aubenas, Laval, Metz, Saintes, Thonon-les-Bains, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Grasse, Vierzion, Bégard, Concarneau, Brest, Montpellier, Laon, Orléans, Cherbourg, Parthenay, Le Vigan, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St Brieuc, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Anizy-le-Château, Le Mans, Hyères,

Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^e mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1^{er} porte à gauche).

Groupe de Tours : Pour tout contact écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (13^e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20h.

Groupe du Havre et région « L'Entrée » : dans les locaux du CES, 16 rue Jules Teller, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales - BP 237 - 27002 Evreux-cédex.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h, au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne

Groupe Louise-Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20^e, tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12, 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Fresnes-Antony : mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).

Groupe libertaire de Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe Massy-Palaiseau : tous les mardis de 10 à 15 h au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony), tél. 668-48-58.

Liaison Blois : BP 803 - 41008 Blois-cédex

Permanence des Relations Intérieures tous les samedis de 14 à 17 h.

COMMUNIQUÉS

Le groupe Jacob (Paris 5 et 13^e) n'assure plus de permanence au 51 rue de Lappe (par défaut de local). Les prises de contact se feront dorénavant soit par le canal des R.I. qui transmettront, soit directement lors de la vente du M.L. tous les jeudis de 17 à 19 h au métro Place d'Italie, sortie bd. Vincent Auriol.

Le groupe de la région toulonnaise assure tous les dimanches matin, au Marché aux Pucés de Toulon (La Vallette), une vente du Monde Libertaire ainsi que de livres, brochures, etc.

Le groupe libertaire vendéen vend Le Monde Libertaire tous les samedis matin au marché de la Roche-sur-Yon.

Un groupe vient de se constituer à Creil (Oise). Les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les personnes intéressées par la liaison de Cholet et de Sablé peuvent prendre contact avec elle par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe E. Reclus d'Angers a réalisé un montage audio-visuel sur le problème du nucléaire : « Les anarchistes face au nucléaire ». Ce montage dure une heure et peut être loué par tous les groupes, collectifs, comités, désireux d'entreprendre une information sur l'agression nucléaire.

Pour tous contacts : Groupe E. Reclus c/o La Tête en Bas - 17 rue des Poëliers - 49000 Angers.

Les militants du groupe Nestor Makhno de St. Etienne distribuent les vendus du Monde Libertaire, les dimanches matin au Marché aux Pucés de la plaine Achille.

Le groupe du 14^e appelle ses sympathisants à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe Fresnes-Antony vient d'éditer le n°5 de sa feuille locale La Commune Libertaire. On peut la recevoir sur simple demande en glissant un timbre de 1,30 F pour l'expédition.

Le groupe R. Rocker de Montpellier annonce sa formation. Les thèmes travaillés figurent sur les M.L. précédents. Actuellement : Education anti-autoritaire et luttes anti-nucléaires. Les camarades intéressés peuvent le contacter en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

Le n° 2 du Riflard, journal local du groupe de Montreuil-Rosny est paru. On peut le recevoir sur simple demande en glissant un timbre de 1,30 F pour l'expédition.

La première permanence du groupe Montreuil-Rosny aura lieu le mercredi 16 avril au Centre Jean-Lurcat, Place du Marché de La Croix de Chevaux, salle du G.R.E.E.R.

Permanence antimilitariste

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18^e (M° Blanche)

tous les samedis de 15 à 18 h 26, rue du Wad-Billy METZ - Tel. 74.41.58

Directeur de la publication Maurice Laisant Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie «Les marchés de France» 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977 Routage 205-Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

PERSONNE NE DOIT LUTTER EN TON NOM !

SEULE L'ACTION DIRECTE : prise en charge par les individus eux-mêmes, de leurs luttes contre le capitalisme, sans délégation de pouvoir



BALAIERA PATRONS ou BUREAUCRATES de DROITE ou de GAUCHE

PERSONNE NE DOIT DECIDER POUR TOI GESTION DIRECTE

ENSEMBLE : on s'associe on décide on produit selon nos capacités, nos besoins on répartit égalementement

LA REVOLUTION SOCIALE commence LE COMMUNISME ANARCHISTE devient réalité

FEDERATION ANARCHISTE 3, rue ternaux 75011 Paris

Affiche éditée par le groupe Jacob

en vente à Publico 0,50 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires

PAS DE COMMANDE EN DESSOUS DE 50 EX.

Affiches disponibles à Publico

PAS DE COMMANDE AU-DESSOUS DE 10 EXEMPLAIRES

Monde Libertaire (pour abonnement)	0,45 F l'unité
Monde Libertaire (vente en kiosques)	0,40 F l'unité
Radios libres (gr. Toulon)	0,50 F l'unité
Action directe (gr. Toulon)	0,50 F l'unité
Peine de mort (gr. Voline)	0,50 F l'unité
Fichage des enfants (gr. Sacco-Vanzetti)	0,50 F l'unité
Avortement-contraception (région Centre)	0,60 F l'unité
Jeux olympiques (gr. Sacco-Vanzetti)	0,60 F l'unité
Jeux olympiques (gr. Commune de Kronstadt)	0,70 F l'unité
Le nucléaire tue (gr. Fresnes-Antony)	0,60 F l'unité
Affichage libre (gr. Jacob)	0,70 F l'unité
Gestion directe (gr. Jacob)	0,50 F l'unité

Pour les deux dernières affiches, pas de commande au-dessous de 50 exemplaires.

Le groupe Sevrans-Bondy organise un débat sur L'ANTIMILITARISME avec la participation M. Laisant et le concours de l'UPF le samedi 19 avril de 14 à 22 h au Centre Alfa, 3 allée des Pensées (sur RN3) à Bondy
 Partie artistique : S. Uigé-Royo, J. Coudray, Eglin et Robin
 Entrée gratuite

Le groupe Les Temps Nouveaux organise en son local 17 rue Charles Gros (1^{er} porte à gauche) à Troyes une réunion-débat sur L'ANARCHO-SYNDICALISME DANS L'AUBE EN 1980 le mardi 15 avril à 20 h 30

9 heures pour Le Monde Libertaire Hebdo Meeting-gala du groupe libertaire M. Fayolle (Tours)

Théâtre de l'Université - Rue des Tanneurs SAMEDI 26 AVRIL DE 15 H A 24 H

Spectacle : Gérard Pierron : Gaston Couté ; M. Noir et Bobby : blues D. Mashiah : chansons ; J. Faraut et D. Cornu : folk Anche Doo Too Cool Duo : free jazz J. F. Groussin : chansons ; G. Blanchard : accordéon rock

Débats avec diaporamas et films : Les affiches politiques par A. Gesgon, auteur de « Deux siècles d'affiches politiques en France » Le nucléaire ; l'antimilitarisme ; la vasectomie les radios libres ; les pays de l'Est

Meeting : La Fédération Anarchiste face aux problèmes de ce temps

Bouffe - buvette Avec la présence de : Comité d'Information Nucléaire de Chinon, Libre Pensée 37, Union Pacifiste 37, Radio Transistours, Comité pour la libération des emprisonnés tchèques, Collectif Tout Va Bien, Le Vent du Ch'min.

Venez nombreux - Prévenez vos amis

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

	TARIF		Etranger
	France	Sous pl. fermée	
3 mois	50 F	78 F	95 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

Tarif Etranger: BFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

Abonnez-vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Reglement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande au 4F en timbre-poste.

en bref... en bref...

Après la grève... la répression
Suite au mouvement de grève qui a eu lieu du 17 au 21 mars au sein du personnel de surveillance de l'Education Nationale, le rectorat de l'académie de Reims a réagi très durement. Des surveillants, réquisitionnés sous de vagues prétextes de sécurité pour effectuer leur service alors qu'à aucun moment la grève ne fut générale dans le CES-Nord de Chaumont, ont refusé d'entrer dans un système de restriction du droit de grève. Conséquence directe : 51 surveillants sont soumis à une procédure disciplinaire. Après l'application de la loi sur le service fait pour casser la lutte des institutrices sur « les 30 en maternelles », ces restrictions au droit de grève sont un nouveau pas de Beullac vers un enseignement réactionnaire au service du pouvoir.

Vers la fin de La Gueule
Ouverte ? La G.O. ne paraît plus qu'avec 8 pages, la faillite est quasi-définitive. L'équipe responsable, bon gré mal gré, fait feu de tout bois et continue de s'atteler à sa tâche. La Gueule Ouverte a une place spécifique à tenir sur les devantures des kiosques. Espérons qu'elle s'y maintiendra.

Pour exiger sa libération,
Dominique ROLS avait soutenu une grève de la faim pendant plus d'un mois. Le 19 mars, il passait devant le Conseil de réforme et se voyait le 20, réformé « provisoirement », et enfin libéré.

Du 5 au 13 avril de 12 h à 19 h
à lieu au Forum des Halles (niveau 3) une exposition d'affiches du Larzac. Après 10 ans de lutte, le Larzac semble obtenir un visa officiel pour son intégration dans le patrimoine national. A quand l'expo Plogoff ?

Le n° 28 de la revue
du groupe Louise Michel
LA RUE
vient de paraître
Au sommaire :

Daniel Guérin : Les porteurs de valise,
Floralé Melgar : La longue marche de la C.N.T.,
Maurice Joyeux : L'affaire Fontenis,
Roland Bosdeveix : L'alibi pétrolier,
Pierre : L'évolution du mouvement révolutionnaire,
Laurent : le polar est dans la rue,
et avec une interview de Léo MALET réalisée par Françoise Travelet.
En vente à Publico : 18 F et également au local du groupe Louise Michel

Sommaire

PAGE 1
Situation dans les anciennes colonies
Consensus
PAGE 2
Activités F.A.
PAGE 3
En bref - Le loup, le renard et la belette
Amis lecteurs - Souscriptions
Terrorismes - Un enfant, un jeune...
PAGE 4
Vers un replâtrage...
PAGE 5
Etrangers, l'Etat s'occupe de vous
Avorter en RFA - La chasse
PAGE 6
Informations internationales
PAGE 7
Chansons - Spectacle
Bandes dessinées
PAGE 8
...Provocation policière...

Amis Lecteurs

L'ouverture dès 10 h 30 de Publico s'est révélée utile pour un certain nombre de camarades qui ne pouvaient passer que le matin. Nous comptons donc poursuivre cet essai. Ainsi, la librairie Publico pourra encore accroître le rôle qu'elle joue pour le développement de nos idées. Mais pour qu'elle puisse se développer d'une façon optimale, nous vous demandons, une nouvelle fois, d'acheter tous vos livres anarchistes ou proches de nos idées à notre librairie. En passant acheter ou en nous commandant des ouvrages, vous êtes pratiquement assurés de trouver en rayon le texte désiré (s'il est publié) car nous faisons un effort tout particulier pour réapprovisionner la librairie au fur et à mesure des ventes et pour nous fournir en nouveaux ouvrages dès leur parution. Notre librairie joue ainsi au mieux son rôle de diffusion de la pensée libertaire.

Comme nous l'avons annoncé il y a déjà plusieurs mois, Publico va devoir déménager. C'est pourquoi, alors que trouver un nouveau local représente un effort très important, nous vous demandons de ne pas ménager votre soutien :

VOTRE SOUTIEN EN ACHETANT VOS LIVRES A PUBLICO,
VOTRE SOUTIEN EN SOUSCRIVANT POUR NOTRE NOUVEAU LOCAL,

VOTRE SOUTIEN, ENFIN, EN VOUS ABONNANT AU MONDE LIBERTAIRE,

et en faisant connaître notre journal et notre librairie à tous ceux qui souhaitent acquérir des armes efficaces pour parvenir à la révolution sociale.

ABONNEMENT AU MONDE LIBERTAIRE 1 AN : 180 F
ABONNEMENT DE SOUTIEN 1 AN : 250 F

Salutations anarchistes
Les Administrateurs
H. TRINQUIER - J.P. GRAUD

Souscriptions

Gr. de Limoges.....	500	Allouneau J.L.....	30
Giron G.....	20	Gil J.....	30
Ursot J.C.....	500	Bernard M.....	300
Bailly-Salin A.....	22	Langlais G.....	350
Malfant L.....	48	Lacoste C.....	600
Lamblin A.....	45	Coste G. et M.....	500
Allard C.....	50	Puechagut G.....	100
Pivert G.....	392	Millot G.....	50
Richard J.C.....	50	Juliot N.....	20
Auzanneau G.....	500	Faure J.L.....	400
Devriendt A.....	50	Puig R.....	10
Lansac J.G.....	37	Delange M.L.....	200
Liaison Cherbourg.....	48	Marynus R.....	20
Raynaud J.M.....	500	Allard C.....	200
Publico.....	340	Gr. de Rennes.....	100
Hardy.....	200	Gr. Kropotkine.....	2000
Tonnay P.....	100	TOTAL.....	8373
Laurent G.....	16	Sommes	
Lantuejoul C.....	25	précédentes.....	54 441
Martinez C.....	20	TOTAL GENERAL.....	62 814

Un enfant, un jeune, fuguent !
Une grande personne les soutient !

Janvier 1979 : un éducateur est licencié sans indemnité, ni préavis, d'une maison d'enfants où il exerçait depuis trois années. Refus d'obéissance, ses conceptions éducatives anti-autoritaires étaient intolérables pour l'institution.

Son activité syndicale était méprisée par la direction.

Novembre 1979 : le procureur de la République, en toute tranquillité, emprisonne pendant 17 jours ce même éducateur parce qu'il a offert son soutien à des jeunes en fugue de cette même institution et qui l'avaient sollicité.

Mars 1980 : monsieur le Juge d'instruction a ordonné le 19 le renvoi devant le tribunal correctionnel de Mont-de-Marsan du dossier et a ordonné le maintien sous contrôle judiciaire, notamment pour garantir la représentation en justice de l'inculpé.

Le jugement peut être attendu d'ici à deux mois.

Une police en civil opère actuellement une enquête sur l'inculpé au sein de la population de St. Sever.

Une rencontre est organisée : La fugue rencontre-débat.

Une demande de réservation d'une salle municipale de Mont-de-Marsan pour le 22 avril, et une demande d'une salle municipale de St.-Paul-Bas-Dex pour le vendredi 26 avril sont en cours. (21 h).

La rencontre a pour but :
- L'échange entre les participants d'expériences, de pensées, d'informations sur le thème de la fugue des mineurs et de l'attitude des majeurs.

- L'élaboration (seulement pour ceux qui le veulent et qui le peuvent) d'un soutien collectif pacifique à cet éducateur face à son procès au tribunal correctionnel de Mont-de-Marsan.

Un soutien collectif direct qui a pour but, d'éviter ou de limiter une lourde condamnation décidée par le pouvoir, et un soutien collectif direct qui ne manifeste aucun caractère de provocation à l'égard du pouvoir.

Faute de pouvoir participer à cette rencontre, la possibilité de création de groupes de soutien dans différentes localités demeure.

Des initiatives de soutien peuvent naître dans l'optique de soutien définie ci-dessus en coordination avec la BP 39.
- diffusion de pétitions,
- lettres et télégrammes au Président du tribunal correctionnel de Mont-de-Marsan, Palais de Justice, rue du 8 mai 1945, 40000 Mont-de-Marsan, rédigés dans l'optique de soutien définie ci-dessus.
- etc.

En espérant votre participation active.
Association l'Etincelle
c/o Gérard Coulon BP 39 40600 St. Sever

Le loup, le renard et la belette

Depuis 1789 (et la fin du capitalisme féodal), le capitalisme se porte à merveille, non seulement chez nous, mais aussi dans le monde.

Pour une fois soyons un peu chauvins et contentons-nous de regarder simplement chez nous. Après la menace de l'impérialisme allemand, après être sorti des bourbiers que sont les guerres coloniales, la bourgeoisie « libérale » a enfin accédé au pouvoir. Mais à quel bon employer le mot « libéral ». En fait, je devrais plutôt dire la frange de la bourgeoisie la plus claire et la plus prévoyante à su se faire porter au pouvoir.

Et à l'heure où VGE termine son septennat et se prépare sans doute à son second, on peut dire que la droiteiscardienne a triomphé sur toute la ligne depuis 1974. Non seulement le gouvernement reste stable, mais en plus il se permet le luxe de supporter de grandes luttes (sidérurgie : Longwy, Denain, Dunkerque ; lutte Alstom ; constructions navales (Marseille)... luttes souvent défensives, il est vrai - voir M.L. précédents -) et un chômage toujours croissant.

Mais mieux, ce capitalisme-là peu à peu est en train de se restructurer (et ce malgré la gauche qui n'arrête pas de prédire que le grand capital est en crise, qu'il va finir par se plier).

De plus en plus, l'automatisation, l'informatique et « le technicisme scientifique spécialiste » sont déjà bel et bien la réalité de notre vie quotidienne. L'énergie de demain sera, on le sait, le nucléaire centraliste où EDF fera figure de grand manitou.

La France de 80 fait figure d'une curieuse boutique : d'un côté, des minorités qui se sont réveillées, mais perdues dans leur rêve de grandeur et à la recherche d'un langage capable d'accrocher les gens : féministes, autonomistes, écologistes, favorables à « l'autogestion », remettent en cause le centralisme (et non le pouvoir et l'Etat lui-même), et une gauche qui n'aspire qu'à doubler son étendue rivale ; de l'autre, une droite, bien que divisée, qui a su se restructurer donc, au moment où beaucoup la voyait finie. La gauche, sans doute parce que moins usée, a pendant longtemps fait naître un espoir. En agitant le programme commun, en réveillant le vieux mythe du Front populaire par un semblant d'unité, elle a emmené les travailleurs par la « politique de la carotte » devant le fiasco des Législatives. Aujourd'hui, quelques-uns essaient encore de sauver le gâteau, en vain (n'est-ce pas les gauchistes ?) Depuis 1978 on a cru un instant que la classe ouvrière, dégoûtée, allait essayer d'imposer un « troisième tour ». Les luttes ont alors déferlé.

Mais ce que tous les théoriciens du socialisme avaient sous-estimé, c'est que le pouvoir avait prévu cette radicalisation. Alors qui est responsable ? Le pouvoir ? Non ! la gauche elle-même. Syndicats et partis d'opposition ont encore hérité des pratiques de « l'union fanée » : grèves de 24 heures, négociations... mais de plus, ils peuvent maintenant reprendre la chasse aux sorcières (exemple CFTD).

La droite aujourd'hui qui sent cependant quelques signes d'essoufflement, tente habilement de relancer un semblant de guerre froide. D'ailleurs le PCF est tombé (volontairement peut-être) les deux pieds dedans.

Enfin, dernier événement, les Jeux olympiques de Moscou permettent sans doute d'emmener les Français jusqu'aux grandes vacances, toujours sacrées, sans trop se préoccuper de leur vie économique et de leurs conditions sociales. Tous les politiciens, quelle que soit l'étiquette, ont déjà ouvert la campagne présidentielle.

Et ce n'est pas la misère de l'information (l'ouvre ici une parenthèse, car la grande presse a sa large part dans la situation actuelle, notamment avec le goût du sensationnel, ainsi L'Express et l'affaire Marchais. Depuis le début de l'année, l'info tourne autour de la maladie du shah, l'invasion de l'Afghanistan par le barbare russe, les J.O. : ira, ira pas ?, les otages américains en Iran, Miss France, enfin dernièrement, un sentiment anti-britannique se répand), qui permettra au peuple d'avoir des éléments d'analyse et de réflexion de cet état de fait, nécessaire à une prise de conscience révolutionnaire.

En conclusion, c'est cette société de bassesses où l'insignifiant est projeté et où le relâchement des mœurs (et non la liberté des mœurs) masquent les véritables problèmes et où le citoyen

devient peu à peu un indicateur de police, qu'il faut changer. C'est malheureusement un autre problème, tant est grande la connerie et son emprise sur les êtres face à ce combat du loup et du renard (je vous laisse deviner qui est le loup, qui est le renard), la belette semble se réveiller. Qui sait si nous ne sommes pas, nous autres, des belettes ?

OLIVIER (gr. de Béziers)

Terrorismes

Bon coup de filet de la police française qui a conduit sous les plombs, sans coup férir (une fois n'est pas coutume), une vingtaine de « terroristes » appartenant au « commando d'Action Directe », ramification, paraît-il, des Brigades Rouges en France. Au grand plaisir de Giscard, de son ministère, des brigands pour lesquels il travaille et d'autres encore, « l'internationale terroriste » est à la une des journaux. Nul doute que la racaille étatique saura exploiter l'affaire au maximum et justifiera ainsi la présence toujours plus grande de ses pousse-culs dans nos rues.

Une chose nous intrigue dans cette histoire (naïfs que nous sommes), c'est l'importance accordée par les médias à l'action dérisoire de cette poignée d'isolés qui jouent aux vengeurs et criblent des façades, cassent des carreaux, trouvent des fauteuils vides à coup de P. 38 ou de mitraillettes. Les scribouillards de l'information sont beaucoup moins prolifiques quand il s'agit de nous parler d'un terrorisme beaucoup plus meurtrier : celui des Etats et de leurs technocrates qui conduit chaque jour, de par le monde, des milliers d'êtres humains aux abattoirs de la faim, de la misère et de la dictature.

Bien sûr, nous ne défendons pas ces gauchistes fanatiques qui croient mener par l'exemple du sang des « bourgeois » versés, les « masses populaires » à la révolution. Notre souci est de ramener les faits à de plus justes proportions. A côté du terrorisme des Etats qui vont, par exemple, engager notre planète dans l'ère du plutonium grâce à leurs centrales nucléaires, le terrorisme des Brigades Rouges ou de leur « commando d'Action Directe » en France, nous semble petit, petit...

Gr. FRESNES-ANTONY

PUBLICO
du mardi
au samedi
de 10 h 30
à 19 h

Anciennes colonies françaises

suite de la p. 1

La faveur que la presse française accorde au moindre indice de « démocratie » dans ces pays, révèle la mauvaise conscience d'une certaine classe politique à avoir laissé à l'Afrique un héritage aussi piteux en guise de civilisation. Mais ne nous y trompons pas. Il arrive certes que certains gouvernements fassent une timide ouverture en laissant quelque temps l'opposition se constituer et s'exprimer, mais ce n'est jamais que dans le but de trouver une caution populaire au régime. Que le général Lamizana, au pouvoir depuis 1974 en Haute-Volta, se soit fait « élire » en 1978, ne prouve qu'une chose : s'il n'avait pas été certain de sa consécration, il n'aurait jamais organisé d'élections ! De même, si son confrère Eyadéma qui dirige le Togo depuis 1967, a proclamé tout récemment la République, c'est qu'il a pris ses précautions. Par conséquent, ces deux régimes ne présentent pas de différences fondamentales avec leurs voisins qui n'ont pas encore « réuni les conditions du passage à la démocratie ». C'est le cas du Mali, du Niger et de la Mauritanie.

Est-il vraiment indispensable de dissocier la condition de ces pays de celles des trois Etats se réclamant du marxisme-léninisme ? Qu'il ait l'œil tourné vers Moscou, Pékin ou Paris, le militaire n'entend pas plus se dessaisir du pouvoir. Certes, le régime sanguinaire de Sékou Touré en Guinée présente des différences avec celui du colonel Kérékou au Bénin : l'un est aligné sur l'URSS, l'autre regarde plutôt vers la Chine. Qu'importe ! le fonctionnement est le même, c'est le règne du parti unique et de sa dictature, et seules, des circonstances économiques difficiles obligent les uns à faire donner l'armée contre le peuple, tandis que d'autres peuvent se contenter d'une dictature « souple » comme le Congo.

Quant à ceux qui ont le « privilège » d'être gouvernés par des civils, ils ne doivent surtout au soutien actif que la France a préférentiellement accordé à ses dirigeants. On ne sait pas où en serait le Gabon si l'armée française ne s'était pas mêlée de faire échec à un coup d'Etat en 1964. Il en est de même pour le président Ahidjo du Cameroun qui a bénéficié de faveurs bien placées pour prendre la place d'un adversaire trop exigeant à l'égard de la métropole. La chute, l'an dernier, de Bokassa, empereur de Centrafrique, et son remplacement par Dacko grâce à l'intervention des parachutistes français, a bien montré combien la caution démocratique d'un chef d'Etat tient à peu de choses... La Côte d'Ivoire a eu bien de la chance d'adopter pour chef d'Etat un ancien ministre du général de Gaulle, Houphouët-Boigny, et Senghor, le président de la république sénégalaise, a peine remis d'avoir autorisé la création des partis d'opposition, se voit obligé de faire tirer sur les étudiants en grève. On voit ainsi qu'il est souvent trop tôt pour parler de libéralisation, et nos journalistes des grands quotidiens feraient bien d'y regarder de plus près.

Le Tchad est un exemple vivant de cette réalité qui touche tous ces pays. L'implacable lutte que se livrent les différents clans prétendant au pouvoir, n'a pas cessé depuis bientôt cinq années. En l'absence de toute infrastructure industrielle et financière permettant la naissance d'une bourgeoisie puissante, le seul langage politique restera le crépitement des armes. C'est le tribut que doit aujourd'hui payer les Africains à la feuille meurtrière des capitalistes européens qui ont à tout prix voulu imposer leur modèle de développement économique.

L'économie coloniale est encore en place
Lorsque les colonisateurs ont débarqué en Afrique, ils cherchaient avant tout à se procurer de nouvelles ressources, et il a bien fallu orienter volontairement l'économie de ces pays vers les productions qui faisaient le plus défaut à la métropole. De plus, pour tirer le maximum de profit de cette exploitation, ils ont imposé leurs méthodes de cultures à grande échelle, au mépris des besoins des populations locales et des possibilités de la terre. C'est ainsi que chaque région du territoire français en Afrique s'est peu à peu spécialisée dans une ou deux cultures dont la plus grande partie devait être exportée.

Cette situation n'a pas changé pour la simple raison que les profiteurs sont restés les mêmes après l'indépendance politique de ces Etats, et cela par la force des choses. En effet, coincés dans ce système de monoculture extensive, la plupart de ces Etats voyaient leur avenir lié aux aléas de la conjonction économique mondiale qui détermine le cours de chaque denrée. Par conséquent, ils étaient contraints de passer des marchés à long terme avec les pays acheteurs, principalement la France, afin de garantir leurs ressources, ce qui les obli-

geait à poursuivre le même type de production pour honorer leurs engagements. Et c'est ainsi que des pays théoriquement libérés du joug colonial n'ont pas amélioré leur niveau de vie de façon substantielle. Le colonisateur devenu partenaire économique continue à dicter ses choix, et les populations locales ne parviennent même pas à remettre sur pied un minimum d'agriculture vivrière (couvrant l'ensemble de leurs besoins), car il faut toujours produire pour l'exportation.

C'est un cycle infernal qui ne permet même pas de commencer à développer une industrie. Les capitaux industriels, eux, viennent de l'étranger, et principalement de l'ex-métropole. Car si l'intérêt des multinationales était d'acheter les produits agricoles à bas prix et d'empêcher que les pays producteurs n'implémentent en place leurs propres industries de transformation (conserves par exemple), elles se sont rendu compte récemment qu'elles avaient intérêt à implanter leurs usines sur place, ce qui leur permettait de réaliser de substantiels profits sur la main-d'œuvre. Seulement, il fallait garder la maîtrise des capitaux pour empêcher que ce profit ne revienne aux capitalistes locaux.

Il en est de même pour l'exploitation des ressources minières. C'est la métropole qui fournit la technologie permettant de mener à bien la prospection, s'assurant par là la mainmise sur l'ensemble du processus d'exploitation qui s'ensuit.

Mais gare ! Les nationalismes de toutes colorations politiques trouveront bien un jour les moyens de mettre un terme à ce pillage. Ce n'est pas un hasard si toute révolution nationaliste dans n'importe quel pays du Tiers-Monde aboutit inévitablement à la nationalisation des principaux moyens de production. C'est ce qui est le seul moyen de déposséder les propriétaires étrangers et de faire profiter la nation (pardon, la nouvelle classe dirigeante) de la plus-value que rapportent les capitaux industriels. C'est donc pour des motivations profondément financières que le gouvernement français cherche à maintenir en place des gouvernements africains à sa solde. Moyennant quelques subsides, on trouve toujours quelque fantôme disposé à faire régner l'ordre à seule fin que se perpétue ce système de pillage des ressources des pays qui en ont pourtant le plus urgent besoin.

Les erreurs du gaullisme

On peut se demander maintenant si la France n'a pas orchestré savamment sa décolonisation. Seulement, voilà, il y a la guerre d'Algérie ! Alors que les dernières colonies françaises ont accédé pacifiquement à l'indépendance en 1960, l'Algérie n'a obtenu gain de cause qu'en 1962. On ne peut même pas considérer que la France a cédé à toutes ses colonies en tirant la leçon de son échec en Algérie, car le processus de décolonisation pacifique avait commencé avant même que n'éclate ce conflit qui allait marquer toute une génération : la Tunisie avait obtenu l'accord du gouvernement français pour son indépendance dès 1954. Il est vrai que c'était par la bouche de Mendès-France et que c'est de Gaulle qui fut le principal responsable du déclenchement de la guerre d'Algérie.

Il y a bien sûr plus qu'une différence d'hommes. Tous les hommes politiques ne sont pas représentatifs des mêmes intérêts et il arrive quelquefois que l'idéologie véhiculée par un leader politique prenne le pas dans son action sur les intérêts qu'il est censé défendre. C'est pour cela que le gaullisme a rapidement cessé d'incarner le meilleur défenseur de la bourgeoisie et que le giscardisme a pu lui succéder. Une erreur commise la guerre d'Algérie se paie cher : outre les fabuleuses sommes englouties dans le conflit, il faut compter la perte de tous les intérêts financiers français dans ce pays. Les anciens de l'OAS ne s'y sont pas trompés : pour quelques-uns qui voyaient dans le général le premier ennemi du nationalisme, combien se sont montrés reconnaissants en participant à divers services d'ordre pour le compte de l'UDR et en aidant à faire « fonctionner » les SAC et autres CDR ?

Le gaullisme aurait donc été victime d'une décolonisation mal menée. Mais c'est justement parce qu'il n'avait pas assez tenu compte des intérêts capitalistes dans cette affaire. De Gaulle avait oublié que la classe privilégiée est toujours prête à faire la guerre... à condition que cela lui rapporte ! Les bourgeois conscients de leurs intérêts ne pouvaient qu'opter pour une décolonisation en douceur. Ce que le gaullisme avait mal commencé, le giscardisme l'a très bien continué.

C'est cela le vrai visage de la coopération.

Alain SAUVAGE

Rationalisation de l'exploitation des travailleurs et consensus

suite de la p. 1

signification pour eux ». Une phrase lourde de sous-entendus multiples et qui s'inscrit elle aussi dans cette recherche d'axe sur lequel s'appuierait le consensus social.

C'est encore le sens des initiatives de Stoléru en 1978 avec son projet P.A.R.T.A.G.E. (Participation à la Rationalisation du Travail d'Atelier dans la Gestion des Entreprises). On rien de plus spectaculaire les « gadgets » à M. Stoléru : des gouttes d'eau qui, malgré tout, témoignent elles aussi d'une orientation perceptible des pouvoirs publics en faveur d'une certaine amélioration des conditions de travail.

Ces prochains mois nous fourniront peut-être l'occasion d'y voir plus clair. Les négociations sur la durée du travail, qui se sont enlées depuis la première rencontre en novembre 1978, seront sans doute le point d'orgue de cette politique de consensus. Ne serait-ce que par souci électoral (campagne présidentielle) des compromis seront sans doute trouvés. Sans doute le strict minimum savamment orchestré par les moyens d'information, afin de troubler le corps électoral populaire qui apprécierait des mesures en ce sens.

Le rapport Giraudet (P.D.G. d'Air France) sur l'aménagement du temps de travail devrait sortir prochainement des presses. S'il est prématuré, et pour cause, de l'analyser aujourd'hui, on peut penser qu'il traitera du fameux compte annuel de la durée du travail, de la cinquième semaine de congés, de la réduction des heures supplémentaires et du temps de travail hebdomadaire. Des points pour le moins importants dont on connaît grosso modo la position des partenaires sociaux. Il reste probable, comme l'affirmerait le ministre du Travail que le rapport Giraudet laissera aux syndicats et patronat, au nom de la sacrosainte liberté de négociation, le soin de régler entre eux ce dossier... Sauf s'il y a un impasse, le gouvernement se chargeant comme à l'accoutumée et le moment venu de donner un coup de force.

Il est très possible que cela se passe ainsi, à moins que le C.N.P.F. pour des raisons qui tiennent davantage à la politique politicienne et aux présidentielles fasse quelque petit effort afin d'aider le pouvoir actuel.

Premier point : le compte annuel de la durée du travail. En fait, il s'agit pour le C.N.P.F. d'apporter plus de souplesse dans l'organisation du temps de travail. En prenant pour prétexte (faux bien entendu) que le salaire gèrera ses 1920 heures de travail annuel (qui pourrait être ramené à 1856 heures) selon ses convenances (48 semaines de 40 heures, plus 4 semaines de congés, plus 8 jours fériés chômés, ou 47 semaines de 42 heures, plus 5 semaines, plus 8 jours fériés, ou autre hypothèse...). Quand on sait comment sont triturés les horaires de travail dans certaines entreprises et secteurs d'activités, on imagine l'exploitation en dents de scie des personnels, selon les périodes de charge de production.

Deuxième point : La réduction du temps de travail hebdomadaire, ou les fameuses 35 heures. Mesure qui serait sans doute très spectaculaire mais qui ne devrait pas déboucher à moins que, tel que le souhaite le patronat, elle ne soit pas compensée financièrement. Selon les sources de l'I.N.S.E.E., baisser à 35 heures l'horaire de travail reviendrait à réduire de 14% la production des entreprises... ?

Troisième point : la 5^e semaine de congés. Là, le patronat est franchement opposé à cette mesure. Au mieux, il tolérerait son existence sous forme de prime d'assiduité, c'est-à-dire offerte aux salariés les moins absents...

Quatrième point : la réduction des heures supplémentaires. Actuellement les entreprises peuvent utiliser sans autorisation préalable un quota de 394 heures. On parle, d'ici 1983, de le réduire de plus de moitié. Selon les secteurs ce point de négociation est important et sera probablement aussi àprenement négocié.

En fait, à l'issue de ce rapide tour d'horizon concernant ce problème d'aménagement du temps de travail, on s'aperçoit que les questions s'imbriquent plus ou moins étroitement et impliquent des conséquences quelquefois complémentaires. Nous pensons que des accords, fussent-ils minces, sauront être trouvés ou imposés.

Nous n'ignorons pas les limites de

Vers un replâtrage du programme commun ?

Depuis quelques mois circulent dans les quartiers et les entre-prises des pétitions : « L'union dans les luttes ». Fin février, on recensait plus de trente mille signatures. Cette feuille prend des aspects différents : appel plus ou moins déguisé à l'unité des directions PC-PS ; appel à l'unité des directions syndicales pour la grève générale... Sa présentation embrasse les intérêts politiques des initiateurs locaux. Partout le discours reste identique : personne ne croit à un renouveau du programme commun - programme électoraliste des directions politiques - devant les menées anti-ouvrières du gouvernement Giscard-Barre, il ne faut pas laisser un terrain neutre à la droite, etc. Ces discours ne sont pas innocents et, à moins que ma mémoire défaille, nous rappelent trop par certains côtés les propos tenus par les politiques lors de la campagne pour l'élection de l'an 2000 ! Ne parlons plus de la capacité de gouverner des grands partis ouvriers, intervenons ailleurs vers une émergence véritablement populaire !

En deux mots, créons une nouvelle campagne publicitaire, vieille comme le monde, à base des mots d'aujourd'hui. Le programme commun, ramassé d'inepties, se voulant le pôle de la volonté de changement populaire a imposé à la classe ouvrière une immobilisation sociale. L'union dans les luttes dirigera-t-elle les travailleurs vers des combats soumis aux intérêts électoraux de la gâche du type : un pas en avant, deux en arrière. Pour un instant, les militants d'extrême-gauche ont de quoi s'occuper, et nous verrons vite cette pétition jetée aux oubliettes pour être récupérée par les candidats aux présidentielles propres à chaque parti. Huguette et Krivine s'en feront l'écho dans leurs discours, l'OCJ lancera toujours ses appels continus : « Sœur Lambert, ne vois-tu rien venir ? », dans les colonnes d'*Informations Ouvrières*, qui, pour améliorer le champ de vision du bureau politique, sera peut-être de parution quotidienne durant la campagne électorale officielle. En deux mots, nous assisterons au même cirque et aux mêmes numéros de singes, un peu plus ridés à chaque fin de septennat, que les rites démocratiques nous font subir à des périodes régulières.

Il ne s'agit pas ici que de dénoncer de pseudo-ouvriers ouvriers, mais bien d'appuyer notre combat militant sur une véritable union dans les luttes. Union qui ne se fera pas sur des principes électoraux, mais bien sur une base de classe. Les anarchistes sont pour l'union dans les luttes, mais ne cautionnent pas n'importe laquelle. L'union ouvrière n'a pas besoin de pétitions, d'appels politiques pour voir le jour. Elle se fait dans l'entreprise dans un combat qui oppose les travailleurs aux directions patronales. Ce sont les divergences d'intérêts de classe qui imposent une union face au capitalisme. Et pour mener ce combat à bien, des structures organisationnelles de type fédératif s'imposent aux travailleurs. Le refus, quand les circonstances sociales et économiques l'imposent, de la voie réformiste cimente la cohésion des travailleurs. L'union dans les luttes : oui ! Mais dans le cadre de notre combat contre le capitalisme. Car il est le seul qui fait disparaître les divergences politiques au profit d'une démarche de lutte de classes qui estompe les étiquettes de parti. Un travailleur en lutte contre le patronat, laissant de côté la voie d'intégration réformiste, est un camarade de combat avec lequel on s'allie. Seule cette alliance de classe mènera à bien cette union populaire tant réclamée par les politiciens de tous poils. Mais elle entend comme préalable la disparition totale des intérêts des partis pour mener la lutte sur l'entreprise.

L'union dans les luttes subordonne donc les partis de gâche ou d'extrême-gâche à abandonner leur ligne politique, à abandonner leurs velléités de prise de pouvoir. Ne soyons pas utopiques, la course au pouvoir comporte trop d'enjeux pour voir les dirigeants se disqualifier avant le départ. L'union dans les luttes se fera par une dénonciation des intérêts électoraux des partis, par une intervention sur le terrain de classe ou ne se fera pas... et transformera une volonté de changement en une soumission de la classe ouvrière aux intérêts électoraux des différents partis.

Thyde ROSELL

(gr. Louise Michel)

Roland BOSDEVEIX

Les communistes et la chasse : l'essentiel est de tuer démocratiquement

« Qu'importe qui vous mange ; homme ou loup,
toute panse me paraît une à cet égard ».

La Fontaine Livre X Fable III

À première vue, la faune grouillante des adeptes de la chasse peut être divisée en deux catégories ou plus exactement en deux sous-espèces.

Les primates de la chose, modernes Attilas du week-end, s'avèrent faciles à reconnaître. En groupes éparés, on les voit errer ici et là le dimanche, le front bas, le sourcil belliqueux, le regard vitreux, la moustache arrogante, la babine écumante, la narine frémissante, l'oreille aux aguets et le doigt caressant fébrilement et amoureuxment la gâchette. Pour eux, chasser se résume tout simplement à participer à un gigantesque moment de défoulement pendant lequel tout ce qui bouge, est bon à tuer. « Tuer pour tuer » est leur devise et il faut leur reconnaître le mérite de la franchise, car ils ne cherchent en rien à argumenter ou à justifier la névrose de meurtre qui les habite. Statistiquement parlant, ce sont eux qui forment les gros bataillons de la masse informe des va-t-en-guerre d'un dimanche.

Les massacreurs raisonnables, quant à eux, constituent un genre plus raffiné, plus élaboré. Plus rare, également. Avec un maintien certain dans le verbe et dans le geste, ils assortissent toujours leur pratique d'un discours justificatif. C'est ainsi qu'ils ne se lassent pas de répéter qu'ils ont la gâchette sélective. C'est ainsi également qu'ils argumentent à qui mieux mieux sur le caractère sportif de la chasse et sur sa nécessité comme facteur prépondérant... de l'équilibre écologique.

Bref, pour qui entreprend une rapide étude ethnologique des forcenés de la mitraille, le petit monde de la chasse semble être d'une transparence absolue, même si le massacreur raisonnable essaie de jouer à l'arbre qui cache la forêt des massacreurs névropathes.

Aujourd'hui cependant, l'apparition d'une nouvelle sous-espèce de chasseurs pose le problème de savoir si ce jugement éminemment schématique à l'encontre de la gent fusilleuse, ne devrait pas subir une petite révision. Dans un tract distribué ces jours-ci, la section communiste de la Tremblade (Charente-Maritime) vient en effet, tout en condamnant la chasse à cour, d'affirmer sa volonté de tuer sous son propre drapeau en prônant... la chasse « démocratique ».

La chasse à cour, nous dit le PCF, est une technique de chasse réservée « aux seigneurs de la finance de notre région » et il est inadmissible que le plus grand nombre n'y ait pas accès. À l'évidence, il s'agit là « d'une sélection par l'argent » et pour le petit peuple qui tiraille le long des routes, la « morgue » des

équipages de chasse à cour est insupportable. En conséquence, les communistes réclament donc l'interdiction de la chasse à cour et la mise en œuvre d'une chasse éminemment démocratique.

Les défenseurs de la nature et autres écologistes apprécieront comme il se doit cette prise de position éminemment « révolutionnaire ». Quant à moi, j'avoue que même si elle ne me surprend pas, elle me révolte.



Comment, en effet, est-il possible, alors que la faune sauvage est menacée à plus d'un titre par les pollutions diverses et les traillieurs de TOUTES SORTES, que l'on puisse encore se prononcer pour le maintien et dans le cas présent pour l'extension de la tuerie. C'est à pleurer !

Au fond, si les communistes n'existaient pas, il faudrait les inventer. Sur le problème de la chasse, ils démontrent une fois encore leur remarquable capacité à pédaler à côté du vélo. Question à mille francs, chers camarades : « Pensez-vous que votre prétendue chasse démocratique résolve en quoi que ce soit le problème de fond qu'est celui de la disparition progressive de la faune sauvage et je ne parle pas de celui, non moins crucial, des motivations inconscientes qui font courir tous les porteurs de flingues ? ».

Il faut voir les choses en face, la seule véritable démocratisation de la chasse aujourd'hui, ce serait son interdiction. Même si elle n'était que momentanée.

Prétendre le contraire, c'est faire preuve d'irresponsabilité et à tout le moins chasser les gros sabots de la démagogie. J'oubliais, dans votre cas, peut-être avez-vous tout simplement été émerveillés par la gigantesque partie de chasse qui se déroule actuellement en Afghanistan. À pied, à cheval, en tank, en avion, au napalm... les fascistes rouges dont vous continuez à vous réclamer, ne chassent-ils pas l'Afghan... le plus démocratiquement du monde ?

Jean-Marc RAYNAUD

Avorter en Allemagne

Pour pouvoir avorter en Allemagne, le plus important semble d'abord de savoir comment se comporter face aux institutions. Le plus sûr moyen d'y arriver, c'est d'obtenir l'aide d'un gynécologue qui vous explique ce qu'il faut dire et faire devant la commission PRO-FAMILIA (une sorte de SOS futures-mères).

Quelques conseils : Dire qu'on ne connaît pas le père ; dire qu'on a été abandonné ; dire que le père est très jeune (17 ans par exemple) et qu'il est encore à l'école ; dire qu'on était sous l'influence de l'alcool et qu'on ne se souvient plus de ce qui s'est passé. Ensuite, il est bon de verser quelques larmes, ce qui n'est pas trop difficile, vu l'état nerveux où on se trouve !

Mais l'inquisition n'est pas terminée. Commence alors le questionnaire sur la situation de famille.

L'idéal, c'est d'être célibataire, vivant dans une famille à problèmes, et sans beaucoup d'argent. Apprentie ou étudiante, ça marche pas mal. Mais attention à ne pas raconter n'importe quoi car des contrôles sont effectués.

Inutile de dire que pour une femme mariée, jeune, en bonne santé, sans problèmes particuliers, l'accord de PRO-FAMILIA pour l'avortement ne sera pas donné.

Après cet entretien, il faut attendre deux jours (ils appellent ça deux jours de réflexion, pour qui ?) avant de connaître le résultat. Si on est suffisamment dans la merde (à leur avis bien sûr), PRO-FAMILIA donne des adresses où on peut aller se faire avorter, soit dans un centre ambulatoire, ce qui coûte environ 200 à 300 DM (500 à 700 F.), soit dans une clinique et c'est la Caisse-maladie qui paie tout.

Avec l'accord de PRO-FAMILIA, on ne peut plus nous refuser l'avortement même dans une clinique, mais il est préférable de connaître la position idéologique du médecin-chef (catholique ou non), sinon on risque d'avoir des surprises sur les méthodes employées.

On parle en Allemagne d'une certaine piqûre de prostaglandine qui aurait pour fonction de faire dilater le col de l'utérus. D'après un médecin qui travaille dans un centre d'information, cette piqûre ne serait pas nécessaire jusqu'à dix semaines de grossesse. Pourtant elle est pratiquée sur toutes les femmes demandant à avorter dans certaines cliniques, et 90% des femmes souffrent au moins une nuit. C'est comparable en intensité aux douleurs de l'accouchement. Et l'embryon plus le placenta peuvent ainsi quelquefois être évacués sans intervention.

Travailleurs et étudiants étrangers, l'Etat s'occupe de vous

Les préfets de police des plus grandes villes de France ont reçu, dès décembre 1977, une circulaire (n° 77-524) portant le titre « Admission en France des étudiants étrangers ». La lecture de cette, maintenant célèbre, « circulaire Bonnet » permet d'apprécier l'envergure de l'offensive contre les droits élémentaires des étudiants étrangers en institutionnalisant une discrimination entre les nationalités des ressortissants, et en brimant les plus démunis d'entre eux.

Avant de parler de cette circulaire Bonnet, il faut préciser qu'elle accompagne une série de mesures visant à limiter autoritairement l'immigration, à rentabiliser au maximum la main-d'œuvre étrangère en « docilisant » les travailleurs par la précarité de leurs conditions de séjour. Aussi, tout ce qui va être dit sur les étudiants étrangers pourrait décrire la situation faite aux travailleurs immigrés (loi Stoléro).

Pour appréhender la portée des mesures préconisées par Bonnet, il suffit de prendre en compte les objectifs du gouvernement en la matière :

... « La normalisation générale de l'immigration étrangère décidée par le gouvernement implique l'intervention de diverses mesures permettant d'organiser d'une manière plus satisfaisante la venue des étudiants étrangers et de préciser leur condition de séjour pendant leurs études ».

Le but de ces mesures est multiple : ... « aboutir à une diminution des étudiants étrangers » et donc ... « améliorer la qualité du recrutement... ».

... « admettre au séjour que les étudiants dont l'inscription a déjà été admise avant leur départ de leur pays d'origine... ».

... « de souligner que tout étudiant venu poursuivre ses études en France doit regagner son pays d'origine à la fin de celles-ci... ».

Ces objectifs sont parlants : depuis les hautes sphères de l'Etat, ils disposent de la vie de milliers d'individus, fixant autoritairement des conditions à la venue, au séjour, et imposant le départ des étudiants étrangers. Après ça, ils osent s'afficher défenseurs des Droits de l'Homme, tout en préparant dans l'ombre des circulaires intérieures un univers concentrationnaire où le droit de résider où bon nous semble n'existera pas.

En effet, affirmer qu'en « diminuant le nombre d'étudiants étrangers » on améliorera la « qualité du recrutement » dans les universités, c'est prendre les étudiants étrangers pour un ensemble sous-développé intellectuellement. De la part de l'Etat, de telles positions doivent nous

On dit aussi en Allemagne que ces produits injectés ne sont pas encore au point, et qu'il faut bien les tester. Il y aurait aussi un système d'assurance-vie prise sans l'avis de la femme par la clinique. A Berlin, deux femmes seraient mortes après un avortement, le cœur a lâché. Bien sûr personne n'a la preuve que cela provienne du produit injecté... Alors ?

En Allemagne, en Suède comme en France, l'avortement reste une permission accordée aux femmes qui le méritent.

Le pouvoir médical n'est pas remis en question et les hommes en blanc peuvent tout se permettre face à des femmes peu ou mal informées. Ils sont couverts par des lois !

En Allemagne, en Suède comme en France, organisons-nous pour ne pas laisser régir notre sexualité.

JOCELYNE
(gr. Sevrans-Bondy)

faire réfléchir. Car c'est du racisme, ça ! Considérer l'étranger comme un tout à « intelligence moyenne inférieure » à celle du Français (moyen ?), cela s'appelle du racisme, et un racisme affiché en plein cœur des circulaires qui parcourent les rouages de l'Etat français. Face à ce racisme officiel, froid, méprisant, nous devons réagir. Car notre léthargie peut entraîner l'expulsion de nombreux étrangers, et des brigades encore plus nombreuses.

Voici d'ailleurs résumées les mesures dont parle la circulaire Bonnet :

La première est de fichier tous ceux qui pourront bénéficier de ses largesses. Pour cela, les étrangers venus pour étudier en France auront une carte de séjour spéciale marquée « étudiant », avec la mention « en séjour pour études » (l'Etat n'a pas peur de rajouter).

Ensuite, on instaure une série de conditions pour l'obtention du « visa consulaire », paperasse nécessaire pour suivre des cours dans les établissements relevant du secrétariat d'Etat aux Universités. Parmi ces conditions, « l'attestation de ressources d'un montant égal aux bourses délivrées par le gouvernement français », est la barrière économique dont nous avons parlé. Barrière que le gouvernement veut renforcer par le projet de loi Imbert qui imposerait un avoir minimal pour être admis en France. Mais au fait, a-t-on prévu des recours pour des étudiants sans ressources ? Oui, bien sûr : « Le renouvellement de sa carte de séjour sera refusé si le requérant ne dispose plus des ressources suffisantes ». En clair, cela signifie l'expulsion pure et simple.

Pour finir, « si après un ou plusieurs échecs, l'étudiant étranger manifeste l'intention d'entreprendre des études dans une autre discipline », le préfet lui opposera « un refus de séjour ». Merci Messieurs les préfets, sinistres exécutants de la politique giscardienne.

Cet ensemble de mesures a été mis en application début 1978. Depuis qu'avons-nous constaté : une difficulté croissante pour renouveler les cartes de séjour, entraînant un peu partout des luttes contre les expulsions arbitraires des étudiants étrangers (Angers, Nantes, Grenoble, Paris...). Ces luttes ponctuelles et désarticulées pour s'opposer à ces expulsions ont souvent amené une prise de conscience - à posteriori - de la gravité de ces « lois racistes ». Mais on n'a pas connu d'offensive globale contre toutes ces menaces réelles de fascisation du régime.

Si nous n'y prenons pas garde, ces lois vont être complétées par un arsenal de moyens répressifs plus élaborés contre les travailleurs et étudiants immigrés. Et qui donc peut s'opposer à cette offensive raciste ? L'opposition politique (PC-PS) se fiche du sort de ces « bulletins nuls » que représentent pour elle ces étrangers. Elle est bien trop occupée à préparer les présidentielles de 1981. Le PCF et sa campagne nationaliste (« Produisons français » ; « J'aime mon pays », etc.) en ajoutent souvent sur le chauvinisme giscardien.

Le terrain de la lutte pour le respect des droits des travailleurs et étudiants étrangers, un instant occupé par les maoïstes (pendant les grèves des foyers SONACOTRA), est maintenant déserté par tous. Les luttes se développent sur des cas précis d'expulsions, de brigades racistes (cf. Chelles), mais il n'existe aucune coordination réelle de l'activité de soutien à une lutte qui nécessite, effectivement, une unité des travailleurs (et étudiants) de toutes nationalités. Etant donné la débâcle actuelle des organisations maoïstes, la passivité des appareils politiques de l'opposition, c'est aux libertaires d'organiser, d'informer sur la situation faite aux immigrés par ces lois, de développer et de coordonner toutes les luttes qui ne vont pas manquer d'éclater sur ces questions.

JOSE (gr. Sevrans-Bondy)

informations internationales

R.F.A.

BILAN DE 1979

Le Monde Libertaire (27 mars - page 4) a constaté les résultats décevants de l'action syndicale de la DGB depuis quinze mois : les 35 heures par semaine sont renvoyées à un avenir lointain et les négociations salariales n'ont pu obtenir les 10% d'augmentation réclamés par les syndicats. Seulement 6 à 7% dans la métallurgie et, récemment, le Syndicat Imprimerie et Papier vient d'aboutir à 6,8% avec, en plus, de 0,5 à 1,5% pour les salariés les plus défavorisés.

Le patronat ne peut faire davantage et se plaint du « durcissement » de la classe ouvrière... et même du durcissement des syndicats. Il est bon de donner un aperçu du bilan économique de la RFA pour l'année 1979. Il ressort de l'analyse faite par la Bundesbank et du « Rapport des Sages » que, si on enregistre une hausse des prix et une diminution du taux de croissance et des exportations, l'économie de la RFA est marquée par une monnaie forte et un excédent des échanges commerciaux. Le patronat n'est pas encore au bord de l'abîme !

En 1979, la croissance a été de 4,4% en progression continue depuis 77 et 78. Les investissements ont progressé de près de 10%. Les revenus industriels (accroissement d'environ 10%) ont progressé - on s'en doute ! - plus vite que les revenus ouvriers. De nombreuses entreprises ont embauché du personnel et le chômage a diminué : environ 880 000 contre un million en 77. A noter la diminution du chômage chez les moins de 20 ans et un accroissement du chômage chez les plus de 60 ans.

Les prix à la consommation n'avaient augmenté que de 2,5% en 1978 et l'augmentation pour 1979 atteint 4% (c'est peu, si on songe à la France !), avec seulement une augmentation pour les derniers mois de 0,4% mensuellement.

L'industrie automobile ? Après la crise de 74-75, elle a repris son essor et en 79 a produit quatre millions de voitures. On prévoit cependant une baisse de production en raison de l'abandon des grosses cylindrées en faveur des petites : Ford et Opel ont même dû pratiquer un chômage partiel. S'il y a quelques ombres au tableau, elles n'empêchent pas les trois sociétés VW, BMW et Daimler-Benz d'annoncer pour la période 79-83 un investissement global de vingt-cinq milliards de DM !

La sidérurgie a aisément réparé les pertes occasionnées par la grève de six semaines dans le bassin de la Ruhr. Quarante-six millions de tonnes d'acier en 1979, c'est-à-dire une augmentation de 12%. Mais si on prévoit pour 1980 une baisse de production, qu'à cela ne tienne, on aura recours au chômage partiel ! Les chantiers de constructions navales ont connu en 1979 une crise : 40% de diminution du chiffre d'affaires, mais les subventions accordées par le gouvernement fédéral et la montée du coût de production au Japon semblent conjurer cette crise. De plus les chantiers de réparation triomphent aisément de la concurrence européenne, comme le montre la récente affaire du « France ».

La construction mécanique a toujours été à la pointe, avec cinq mille entreprises employant un million de personnes et 20% de sa production partant à l'exportation. On prévoit que la croissance dans ce secteur qui était de 4% en 1979 se maintiendra en 1980. Tout ne va pas si bien dans le secteur radio, stéréo, télévision. A Francfort, la société centenaire Telefunken (AEG), mal gérée, a perdu un milliard de DM. D'où pertes pour les actionnaires et - surtout ! - licenciements par étapes de vingt mille employés.

Les industries chimiques se ressentent de la crise du pétrole et la production baissera. En revanche, on assiste à un retour en force de l'extraction de la houille, qui avait été follement sacrifiée au pétrole. En 1979, on a extrait quatre-vingt-dix millions de tonnes et on espère faire mieux en 1980.

Jean BARRUE

Allemagne

SECTEUR ECOLOGIE — Un nouveau scandale de pollution dans la région de Lerdwigsberg : les terres environnant l'entreprise chimique BASF sont contaminées par le plomb (teneur trois fois plus forte que le maximum-limite) et par le cadmium (teneur huit fois plus forte). Les autorités de Stuttgart ont dû exiger le « stop » immédiat de l'agriculture dans la région polluée.

En Hesse - qui, comme on le sait, s'orientait vers « le nucléaire » -, le ministre de l'environnement Willy Gorbach (SPD et antinucléaire) vient de démissionner, tirant la conséquence de plusieurs scandales : un scandale de pollution du lait, connu des employés de son ministère... et qui n'ont rien fait ! Et ensuite la pollution du Rhin par des produits chimiques non épurés provenant du Konzern Hoechst-AG : des employés du ministère se sont laissés convaincre par le Konzern et ont communiqué des informations sur les actions de la police. A Sarrebruck, les 22 et 23 mars, se tenait un congrès du parti « Vert », afin d'établir un programme pour les pro-

chaines élections. Les éléments gauchistes ont fait triompher certains de leurs points de vue, ce qui a entraîné la démission du président Gruhl (ex-député CDU) : abolition du pacte de Varsovie et de l'OTAN, décentralisation des Konzerns, contrôle et autogestion par les ouvriers, réduction de la durée de travail à 35 heures par semaine.

SECTEUR PRISONS — Dans le M.L. du 20 mars, nous avons signalé la grève de la faim commencée le 26 février par quatre-vingts jeunes détenus de l'établissement pénitentiaire de Wiesbaden et exposé leurs revendications portant sur le régime des prisons. La revue *Informations-Dienst* (14-3-80) publie des extraits de lettres de prisonniers qui donnent des détails sur le déroulement de cette grève. Les détenus ont été soumis à toutes sortes de pressions pour détruire leur moral. On leur a supprimé l'eau chaude et refusé des vitamines. Très vite, ils ont été démoralisés et la presse a nié la réalité de cette grève de la faim. Le nombre des grévistes a très vite diminué et le 2 mars (soit après une semaine) les quatre-vingts grévistes ont été réduits à huit. Continuer dans ces conditions, c'était augmenté des tortures physiques et morales, sans parvenir à aucun résultat. Le 3 mars, la grève a été terminée. Il semble bien que les grèves de la faim - qui sont devenues un moyen de lutte de plus en plus fréquent - sont vouées à l'échec et on peut se demander si, dans les circonstances actuelles, elles représentent encore une arme efficace contre la répression. Ce problème mériterait une étude sérieuse !

SECTEUR JUSTICE — En avril 79, le *Times*, en raison des grèves des syndicats anglais, était entré en pourparlers avec une imprimerie de Neu-Isenburg, pour assurer la parution du journal et un accord avait été conclu. Mais les syndicats de typos ont manifesté leur solidarité avec les syndicats anglais et il y eut quelques bagarres devant l'entreprise. Le patron, craignant des incidents plus graves, annula l'accord. Le tribunal de Francfort vient de condamner le syndicat des typos à 58 200 DM de dommages et intérêts à payer au patron de l'imprimerie. La solidarité joue entre les capitalistes !

Il y a un an, l'étudiant Rudolf Raabe voyageait en Irlande durant les vacances. Durant son voyage, un mandat d'arrêt fut lancé contre lui : on l'accusait d'être membre des « Cellules révolutionnaires ». Il ne rentra pas en Allemagne. Il a accordé à la revue allemande *Stern* une interview : il n'a jamais été terroriste et réprouve toute violence. Son grave état de santé nécessitant une hospitalisation, il accepte de rentrer et de soumettre à un procès, pour se disculper.

DANS LA PRESSE ANARCHISTE — Le n° 19 (mars) du *Schwarze Gockler* (*Le Coq Noir*) est paru à Karlsruhe. A signaler un article consacré à Landauer, à l'œuvre de ce collectiviste anarchiste qui, par la création en 1903 de la Ligue socialiste, s'efforça de créer de nombreuses collectivités socialistes et libres organisées pour la production et l'échange mutuel. Dans ce même numéro, un article traite de la participation aux élections des « Verts ». Le mouvement écologiste pense sans doute « investir l'Etat ». Mais tous les partis qui se sont lancés dans l'électoratisme ont finalement été récupérés par l'Etat : là-dessus, *Le Coq Noir* aboutit bien aux mêmes conclusions que nous !

r.d.a.

CONDAMNATION — A « Karl-Marx-Stadt (ex-Chernitz), un tribunal vient de condamner à 22 mois de prison Frank Nötzel, ingénieur, ex-soldat des troupes frontaliers. Son crime : provocation contre l'Etat. Il avait diffusé des chansons de Wolf Biermann, ce chanteur exilé de la RDA et passé en RFA. Les dites chansons ne sont pourtant pas interdites et datent du temps où Biermann vivait en RDA.

CHRONIQUE DE BELGIQUE

De la friture sur les ondes (histoire belge)

Il était une fois un gouvernement qui faisait du charme aux radios libres qui fleurissaient dans son royaume. Tenez mes petits, je vous accorde une bande de fréquence entre 100 et 104 mégahertz. Emettez, je vous prépare une loi qui vous protégera. Puis arriva ce qui devait arriver quand un gouvernement est trop bon avec son peuple. Celui-ci abusa ! Un beau jour - ou était-ce une nuit ? - sur une fréquence de plus de 104 Mgz, on émit. C'est du moins ce que le gouvernement prétendit. Les émissions de navigation aérienne près de l'aéroport national en furent toutes brouillées, paraît-il. Le gouvernement fit ce qu'il devait faire. Plusieurs radios libres il saisit. Le vendredi 7 mars ce fut « Radio 104 », le lundi 10 mars « Radio XL » et le mardi 11 mars les « Radios Alternatives ». Des ondes favorables, mais sûrement malintentionnées, nous apprennent que la RTB-F aurait le projet de lancer des émissions sous-régionales sur une bande de fréquence entre 104 et 108 Mgz. Ceci n'explique certainement pas cela !

Etudiants étrangers s'abstenir !

Avec la loi-programme du gouvernement on ne s'ennuie jamais. Cette fois-ci, c'est au tour du ministre de la Coopération au Développement, M. Eyskens, (le fils de l'autre, celui qu'on mettait au « poteau ») de se faire remarquer.

Dans un grand élan de générosité - qui a toujours caractérisé la politique belge d'aide au Tiers-Monde - le gouvernement vient de décider que soixante-treize pays ne pouvaient plus être considérés « en voie de développement ». Parmi eux le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le Sénégal, tous les pays d'Amérique latine, le Liban... En conséquence et sans doute pour ne pas les vexer, le gouvernement n'interviendra plus dans le minerval des étudiants originaires de ces pays que pour 65%, s'ils s'inscrivent dans une université francophone. Rien de changé jusqu'à présent dans les universités flamandes. Remarquons au passage l'habile manœuvre pour créer la division entre étudiants. Chapeau ! et ça marche bien entendu. Pas mal d'étudiants mettent en cause la politique « flamingante » du gouvernement. Une première manifestation nationale - mais francophone - vient d'être organisée le jeudi 27 mars. Pour quel résultat ? Le gouvernement n'a qu'à attendre les vacances pour faire passer son projet en douce. A la rentrée, on se trouvera devant le fait accompli. Cela a bien marché avec le passage du droit d'inscription des Belges à dix mille francs belges. Pourquoi cela ne marcherait-il pas avec le minerval des étrangers ?

Jean-Marie NEYTS

La Question Sociale

Les militants anarchistes de la Fédération d'Emilie-Romagne (Italie) éditent depuis trois ans une revue mensuelle *La Question Sociale*. Le dernier numéro paru, celui de mars 80, est exceptionnel, car il est entièrement rédigé en espéranto.

Les raisons de cette décision sont expliquées dans l'éditorial :

« A travers l'édition de ce numéro spécial en espéranto nous voulons célébrer, d'une manière originale, deux événements qui, à des titres divers mais avec beaucoup de significations, jalonnent l'histoire du mouvement anarchiste : il s'agit de l'assassinat de Joseph Pirelli, cheminot anarchiste et fervent espérantiste, le 15 décembre 1969, suite aux attentats fascistes de la place Fontana, et de la naissance de L.L. Zamenhof, le docteur polonais,

auteur de l'espéranto, le 15 décembre 1859.

Tous les deux ont apporté quelque chose à l'anarchisme : Pirelli, l'enthousiasme du combattant fidèle à ses idées, et qui pour cette raison a été choisi comme bouc-émissaire pour couvrir les crimes fascistes ; Zamenhof, un outil pour permettre à tous les révolutionnaires et aux anarchistes de pratiquer un internationalisme conséquent.

Nous pensons que la meilleure façon de leur rester fidèles est de faire connaître, au moyen de notre langue internationale, l'expérience que nous vivons dans la lutte quotidienne, lutte à laquelle les anarchistes et les espérantistes de notre région participent en étroite collaboration ».

Communiqué par la liaison libertaire du SAT
Pour contacts : M. Lagneau
BP 247 - Troyes 10000.

Une chanson gauche... gauche !

Quinze ans déjà qu'il rame d'une galère à l'autre. Encouragé par les meilleurs. Volontairement ignoré par les programmeurs de radio, télé et autres marchands de tubes.

Quinze ans pour régler des comptes au racisme, à la bêtise, à l'habitude, aux malins et aux phallos. Quinze ans à refuser les évidences confortables des normes. A cracher au ciel son angoisse, sa volonté de vivre dans un monde sans onis ni fusils, sans chasseurs ni maîtres de tous poils.

Cet ancien de l'école hôtelière qui vendrait de la frite-salade avec cuvée du patron si Brel ne l'avait poussé à persister dans la chanson. Le voilà enfin « reconnu ». Ou presque. L'Olympia, quelques téléés, des galas. En fait, ça ne change pas grand-chose : le nombre de ceux qui aiment ses chansons a grossi. Il peut faire un spectacle dans toutes les villes de France sans risquer de se retrouver en face de quelques anciens combattants de 68 et quelques velléitaires de bonnes chansons françaises.

Compte tout de même d'arriver sur scène, de poser sa chanson sur les planches et de la partager avec les autres ! Toujours seul avec son pianiste Lesage « qui remplace à lui seul un orchestre symphonique, Tachan « éprouve toujours la même joie à écrire une chanson et à la chanter. Je fais ce boulot par plaisir. Je régle toujours mes comptes mais je n'essaie pas de faire plaisir au public. Je ne suis pas un fabricant de chansons. D'ailleurs, je ne saurais pas ».

Il y a huit ans, il chantait une toute nouvelle chanson sur les jeux olympiques avec leurs drapeaux et leurs médailles. Ce serait d'actualité aujourd'hui, mais il ne veut pas tomber dans le panneau de la facilité. Il ne la chante plus. Il continue à s'élever contre ce « petit Vietnam des fustres » qu'est « la chasse », parler de « Tarzan, l'homme sans sexe et sans blessures », à clamer qu'il ne veut pas d'enfant et que le sien « dans le sein de sa mère objecte sa vie ». Et toujours des coups de pattes aux hommes phallocrates que nous restons : « des corses, de course, des Siciliens... ». Messages, engagement social ou politique ? Il se rebelle quand on essaie de lui coller une étiquette politique : « quand je chante *La Chasse* c'est parce que les chasseurs m'emmerdent, mais je sais très bien que ça ne les fera pas changer. Je ne me fais aucune illusion sociale ou politique sur l'usage et la portée des œuvres artistiques ou sur l'influence qu'elles peuvent avoir. Pour moi, chanter, c'est un plaisir avant tout, un plaisir que je veux partager avec ceux qui m'écourent. J'aime bien ce que je fais mais je ne passe pas mon temps à me regarder dans la glace. Je travaille en franc-tireur, en égoïste. Et il n'y a pas de différence entre ce que je suis dans la vie et sur scène : j'ai toujours cette même notion de solitude que je traîne depuis l'enfance, cette angoisse

Bandes Dessinées

Jason Muller

récits des temps post-atomiques

par C. Auclair et Gir-Linus

éd. Les Humanoïdes Associés

Cela faisait longtemps que la fanatique d'Auclair que je suis, attendais la réédition de cet album quasiment introuvable. Chronologiquement parlant, Jason Muller précède en effet dans l'œuvre d'Auclair la déjà fameuse série des chroniques des temps à venir (Le Clan des Centaures ; Les Esclaves ; Mallis ; Les Pèlerins ; Cité NW 8) et mon petit doigt me disait que le rapport entre les deux devait être du genre étroit. Il l'est !

Le thème de cet album, c'est la vie sur la planète Terre après une catastrophe dont on ne nous dit jamais ce qu'elle fut exactement mais dont on soupçonne très vite qu'elle a dû être de l'ordre du conflit nucléaire généralisé. Cinq épisodes s'attachent à nous décrire cette période. D'un côté, un monde qui n'en finit plus de crever dans quelques bases isolées de l'ancienne ONU et dont les survivants tentent désespérément de faire remonter la civilisation technicienne, étatique et totalitaire de l'avant catastrophe. De l'autre, une multitude de petits groupes humains, nomades, agriculteurs, pasteurs... qui ne savent pas trop ce qu'ils veulent mais qui savent fort bien ce qu'ils ne veulent pas. Que l'on ne se méprenne cependant pas ! Dans cet album comme dans tous ceux qui composent l'œuvre d'Auclair, le manichéisme primaire et réducteur du genre les bons d'un côté et les méchants de l'autre, n'a absolument pas le droit de cité. Le vieux monde à l'agonie comme celui qui est en train de naître interfèrent sans cesse, et sur le visage d'une civilisation qui se cherche, les séquelles du passé creussent des ridges qu'on voudrait bien voir disparaître à jamais. C'est ainsi que les groupements de paysans et de nomades sont particulièrement sensibles à la vérole idolâtre et religieuse. C'est ainsi également qu'en réaction au patriarcat d'antan, un certain nombre de femmes en sont arrivées à reproduire le système qu'elle vomissent pour s'être contentées d'en avoir inversé les valeurs (les hommes sont parqués et ne servent qu'à la reproduction). Bref, au royaume d'une libre fédération des collectivités en gestation, tout est loin d'être rose. Si on ajoute à cela que les

ruines des anciennes villes sont infestées de brigands qui s'en servent de base pour rapiner dans les campagnes alentours et que chez les rescapés des anciennes bases de l'ONU se trouvent mêlés des fascistes bon teint (bruns et rouges, unis dans la même volonté de restauration du totalitarisme) et des gens somme toute sympathiques qui sont à la fois insatisfaites des petits führers en herbe qui émergent sans cesse de leurs rangs et de la loi de la jungle qui sévit chez les nouveaux primitifs, on aura une image à peu près complète du tableau socio-politique que nous brosse Auclair.

Le personnage central du récit, Jason Muller, est à l'image de cette réalité où le passé, le présent et l'avenir ne cessent de s'entrechoquer. Personnel civil de la base de l'ONU située à Mont Verme en France, il fait un peu songer à ces hommes de la frontière qui hantent l'histoire de l'ouest américain. Au carrefour de deux civilisations, il ne cesse d'aller de l'une à l'autre avec toujours au cœur l'espoir inconscient d'une synthèse possible. Bien sûr, au fil du récit, ce ressort inconscient qui l'anime ne va cesser de se défendre au fur et à mesure que poussent sa barbe et ses cheveux, on sent se rapprocher l'instant où il va devoir se déterminer une fois pour toute, c'est-à-dire choisir son camp.

On le voit, entre Jason Muller et la chronique des temps à venir, le rapport est flagrant. Avec Gir et Linus, Auclair a ébauché les grandes lignes de son œuvre maîtresse. Tout s'y trouve en germe : le thème comme le personnage central et le graphisme. Certes, tout cela sera affiné par la suite ; la chronique des temps post-atomiques deviendra la chronique des temps à venir ; Jason Muller, le civil de l'ONU deviendra Simon du Fleuve, l'ennemi juré de « ceux des cités » et celui qui tentera de mener à son terme - libéral - la libre fédération des communes et collectivités en gestation. Mais au fond, la différence reste faible et la filiation évidente. Hier avec Jason Muller et aujourd'hui avec la chronique des temps à venir, Auclair reste le grand bonhomme de la bande dessinée.

Jean-Marc RAYNAUD

permanente de la mort. Je suis un individualiste ». Anar ? On essaie de me coller toutes sortes d'étiquettes. J'ai écrit une chanson *Ni gauche, ni centre, ni droite* que je chante tous les soirs. Maintenant les gens savent. On m'a assez cassé les couilles avec le PS, le PC, les trotskystes, les gauchistes. Je m'en fous. Je suis Henri Tachan. Un point c'est tout !

Las, Tachan l'est d'avoir été récupéré quinze ans durant. Mais cette chanson dans laquelle il se situe hors de tout militantisme, de toute idéologie, n'est-elle pas une manière de s'adapter à toutes en contestant chacune. Etait-il bien utile que Tachan signifie son indépendance dans un texte un peu pompeux ?

Ceux qui le connaissent et aiment ses chansons n'ont jamais tenté de l'annexer, ils ont toujours été conscients que ces « chansons sont des révoltes et non des révolutions ».

Voilà qu'avec cet « engagement », le petit homme sombre aux chansons soufre et poivre nous apparaît comme un marchand de musiques, soucieux de son image de marque. Sans parler du fait que Tachan à droite, ça aurait étonné même ceux qui y sont. Il n'était pas nécessaire de faire une chanson pour le préciser. Pas à gauche non plus, mais cette chanson l'est vraiment...

CHAAB

Spectacle

V... comme Vian

Le spectacle *V... comme Vian* présenté à Lyon du 6 au 26 mars au théâtre du Tourneville fut une co-production entre la maison de la culture de Bourges et le centre FADAC. *V... comme Vian* sera à nouveau présenté du 6 au 13 avril à la maison de la culture de Bourges dans le cadre du Printemps de Bourges.

On trait de soleil vianesque traverse les yeux du metteur en scène Alain Meilland : « en ayant touché aussi bien au théâtre qu'à la poésie, au roman, à la musique, à la peinture et à la chanson, Boris Vian apporte au metteur en scène comme aux comédiens, tout un univers dans lequel on peut tailler avec des ciseaux fraternels, découper suivant les pointillés de l'imagination puis raccomoder l'exquis cadavre pour obtenir un spectacle-collage ». L'univers des poèmes, des chansons, des textes de Boris Vian, quand la musique de Paul Castanier s'arrache à la nuit, a de quoi faire battre le cœur. Il nous explique comment libérer ce qu'on aime, dans un système politique et économique qui ne peut qu'ignorer l'individu en tant qu'être vivant.

V... comme Vian c'est la rencontre entre chanson et théâtre pour qu'il y ait accord de la main et du regard. A. Meilland : « en fait, je ne trace pas une frontière nette et précise entre la chanson et le théâtre qui, dans mon esprit comme dans la double carrière que je mène, sont deux modes d'expression souvent très liés... ».

Boris, tu n'as qu'un jour à vivre pour le pire, l'espoir et le meilleur. Qu'il fait chaud dans l'infini bleu des caves de St-Germain. Ne pas assainir les rêves des enfants ? Les mains de la vie, qu'elles soient OS chez Renault, balayuses, comptables ou étudiantes, sont des témoins de l'absurde. La violence légitime par l'uniforme mène le jeu. En avant pour le cauchemar climatisé ! Quand donc brisera-t-il les chaînes, le Quart-Monde ? L'espoir des désespérés s'identifie absolument avec ce que nous appelons l'individualisme du peuple. Le conventionnel, le conformisme, le paternalisme récupéreront les printemps des enragés. A. Meilland : «... L'année 1979 où l'on retrouve les promoteurs du music-hall des années 50 qui tentent avec d'autres de récupérer Boris pour le ranger dans la naphthaline des partis, des associations, ligues, syndicats, courants, mouvements, églises, chapelles. Ultime résistance d'icelui ». Les insurgés de Mai voulaient redonner à tous la confiance de créer. Un mot pour une idée, un soleil, une source : poésie, cela veut dire créer. Et toujours, de toute façon, revendiques-toi à toi-même.

Claude CLEMARON

Le coin des copains

Au printemps, les salopards, tout comme les cigognes, sont de retour. * Font, Val et Popaul Castagnier sont revenus à la Gaité-Montparnasse dans un nouveau spectacle jusqu'au 3 mai à 20 h 30. Comme au Lucernaire, prix des places réduit pour les lecteurs sur présentation d'un M.L. (30 F. au lieu de 40 F.).

* Péroni et Roustan sont revenus d'Alençon et continuent leurs turpitudes à 23 h 15 au Café d'Edgar. Prix des places réduit (25 F. au lieu de 30 F.) sur présentation du M.L.

* Hédin Londo et Gérard Alpha quittent tous les soirs leur belle ville de Vitry-sur-Seine et y reviennent vers minuit. Entre temps, ils assomment les bourgeois de Neuilly-sur-Seine à l'Adélic, place Parmentier vers 20 h 30 avec des chansons garanties 100% pur anar.

* Hubert-Félix Thiéfaine est revenu de Montbéliard. Il ira le 19 à Montluçon, le 23 à Bourg-en-Bresse et le 24 à Sens, jeter des cacahuètes aux spectateurs et piétiner le glorieux drapeau bleu-blanc-rouge lequel est, de Dien-Bien-Phu à Plogoff en passant par Sakiet, l'image même de la France travailluse comme Marcel Bigeard, familiale comme Michel Debré et patriote comme Michel Droit (ce dernier a en plus rendu service dernièrement à ses rares lecteurs : en effet les mongoliens ne désespèrent plus un jour de porter aussi l'habit vert).

J.J. JULIEN

PASCAL ET CLAIRE GENNERET

Pascal et Claire Genneret, nos deux poètes champenois, ont repris la tradition de la chanson poétique et révolutionnaire (voir M.L. mars 1979).

Chacun de leur spectacle, dans le département de l'Aube, et ailleurs, ils enrichissent leur répertoire de chansons nouvelles. Ils ne se prennent pas pour des vedettes : ce sont des copains qui

chantent pour les copains.

Ils ont l'intention d'effectuer un « tour de France » cet été. Pour l'organiser, ils souhaitent contacter le plus grand nombre possible de groupes intéressés.

On peut leur écrire à Pascal et Claire Genneret, Ecole de Bourdenay par Marcilly-Le-Hayer 10290.

Groupe LES TEMPS NOUVEAUX

Les aventures épatantes et véridiques de

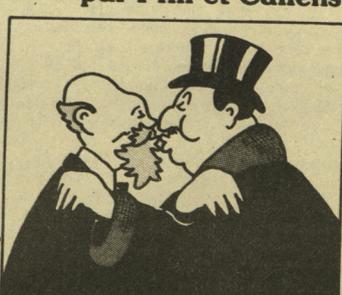
Benoît Broutchoux



Voilà ce qu'il écrivait au Préfet, le 18 novembre 1902 : « L'individu condamné sous le nom de Delorme est réellement le nommé Broutchoux, anarchiste connu, celui-ci vient de l'avouer lui-même à l'instant... ».

Notre amine se ramassa donc, en plus de 40 jours de trou pour les faits qui lui étaient reprochés,

3 mois pour usurpation d'identité ! On le colla à la prison de Béthune, qui allait quasiment devenir sa résidence secondaire au cours des années suivantes ! Pendant ce temps, la grève se barrait en couille, sabotée par Basly qui négociait avec les patrons. Certains mineurs en avait gros sur la patate, témoin cette affiche placardée sur la lourde d'un délégué baslycot, à



Harnes : « Tu es encore plus rouffion que nous, Virel, tu va gagner 7 francs à la fosse pendant que nous mourrons de faim. On te cassera la gueule. Tu peux le dire à ton fainéant de Basly », ou encore celle-ci : « Les compagnies ont donné 20.000 francs au syndicat et à Basly pour nous trahir. A bas les vendus ! ».

à suivre

Bande dessinée tirée de

Les aventures épatantes

et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens

Ed. Le dernier

Terrain Vague

En vente à Publico 48 F

Le groupe E. Varlin

a édité un recueil de textes de Malatesta

La pensée de Malatesta

En vente à Publico : 12 F

C'est le temps du plastic... tic... tic... tic !

L'arrestation massive de « terroristes » pue la provocation policière

Ces derniers temps, la presse parle beaucoup de terrorisme ! Pour n'en rien dire naturellement ! Sinon pour monter en épingle à l'aide de titres à sensation des arrestations en chaîne, à partir de faits divers qui, au moment où ils éclatent, n'eurent qu'un impact médiocre. Et ce ne sont moins les faits eux-mêmes, l'arrosage du bureau de Galley qui était absent ou le braquage réussi dans une banque du nord du pays, qu'une liste impressionnante d'arrestations à Paris et à Toulon qui donnent son volume à l'affaire. A tout hasard et parce que c'est rentable bien que ça ait déjà servi, on a mêlé le nom d'Aldo Moro à cette construction douteuse. La police qui voit tout et qui sait tout, nous informe que ces dangereux délinquants étaient sous surveillance depuis de nombreux mois... ce qui a de quoi laisser rêver l'honnête citoyen et risque de faire sortir de leur maison, fusil de chasse au poing, les valeureux partisans du flingage tous azimuts.

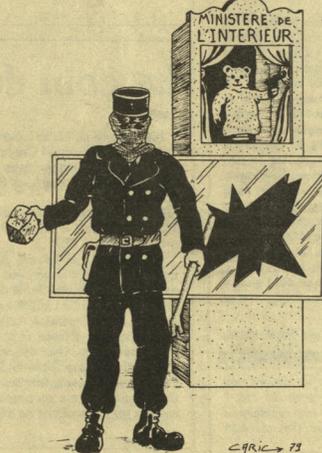
Branle-bas de combat dans les commissariats qui tiennent à l'œil les galopins énérvés qui ont écrit dans un tract que « tous les flics étaient pourris », que Giscard était « un croûlant » et que la revendication essentielle pour les jeunes était de « baisser en paix » loin des regards curieux des familles et des pattes douteuses de la maréchaussée. Branle-bas de combat dans les salles de rédaction, chez les journalistes à la recherche pour la « une » de la photo d'une blonde fatale née dans la soie et prête à donner son jupon pour le prolétariat, ou celle d'un porteur de bombe de la carrure de Belmondo, celui du « Guignolo », et à tartiner de la copie sur le terrorisme anarchiste dans le style de Jean Cocteau !

Le terrorisme est à la « une » ! Tout le monde parle du terrorisme. Alors parlons du terrorisme en réfléchissant que le terrorisme, ça peut être autre chose que de la copie servant à la promotion des préposés aux chiens écrasés, décidés à saisir leur chance dans le métier.

Et d'abord de quel terrorisme s'agit-il ? Dans nos sociétés, le terrorisme est présent partout. Tous les groupes politiques, à commencer par ceux qui se voilent le plus la face devant lui, ont pratiqué le terrorisme à un instant de leur carrière. Si le terrorisme consiste à tuer des hommes qui voient les problèmes différemment, quelle différence y a-t-il entre le terrorisme d'Etat de Staline, le terrorisme religieux de Khomeiny, le terrorisme de classe pratiqué en Amérique du sud, le terrorisme intellectuel pratiqué par des partis et le terrorisme individuel ? La différence, ce n'est même pas la morale qui justifie ces actes, mais l'impact de cette morale à un moment donné, moment qui change et qui fait des coupables d'hier les héros de demain. L'hypocrisie qui préside aux jugements sur le terrorisme est écoeurante. Dans un cas comme dans un autre, il s'agit de gens qui meurent, c'est ça la réalité ! Faire sauter un train pendant la Résistance ou faire sauter un train après la Libération, l'acte est le même, mais croyez bien que ceux qui ont commandé le premier condamneront sévèrement le second avec l'appui des corps constitués, com-

posés de vieilles ganaches religieuses ou laïques, prêtes à faire la putain pour conserver leur prébende. Et c'est ce qui explique que nous avons eu des terroristes dans tous les clans depuis la genèse et que ceux-ci ont toujours trouvé des honnêtes hommes pour les condamner ou les absoudre suivant la direction d'où venait le vent.

Comprendre le terrorisme, je ne dis pas justifier ou condamner, ne relève pas de la morale, mais simplement de l'appréciation des forces politiques ou religieuses en présence, des moyens de ceux qui pensent autrement, de pouvoir s'exprimer ! Au moins c'était ça autrefois, mais aujourd'hui d'autres facteurs rentrent en jeu, car naturellement, comme toutes activités humaines bénéfiques ou détestables, le terrorisme aux prises avec la société se modifie en même temps que celle-ci.



Pour ma part, je crois que le terrorisme institutionnel, celui de l'Etat, des religieux, du despotisme appliqué à partir de structures qu'ils ont forgées, le terrorisme dont le but est le maintien des choses en état, n'a pas considérablement évolué ! La justice, la police, l'armée, bras séculiers du terrorisme institutionnel, sont restés ce que l'histoire en a fait, avec des graduations qui vont de l'intimidation à la torture, suivant les saisons ! Mais ce qui s'est transformé profondément, c'est le terrorisme d'opposition dont le projet était, à partir du meurtre exemplaire, de pousser au pouvoir le groupement auquel il se rattachait. Ce terrorisme-là a subi de profondes modifications. Celle qui, à mes yeux, a le plus d'importance, c'est, qu'alors qu'il n'était qu'une branche de l'activité d'un groupement décidé à prendre le pouvoir, un élément opérationnel, circonstanciel dans une stratégie globale d'un parti ou d'une confession, il soit devenu une fin en soi ! Le terrorisme moderne ne fraie plus simplement le chemin à l'organisation. Son but n'est plus simplement de faciliter son développement en lui procurant des fonds par exemple, ou encore d'écarter les obstacles potentiels, le terrorisme est devenu un mouvement dont le but est le terrorisme lui-même. Bien sûr les Brigades rouges font état d'un va-

gue programme où se mêlent le socialisme, le marxisme, l'anarchie même, mais ce programme est vraiment accessoire. Le problème de ce terrorisme est de déstabiliser le régime de façon que le peuple, supposé avoir des vues globales, cohérentes, détermine lui-même ce qui est préférable ou pas. Pour les Brigades rouges et leurs petites monnaies européennes, le programme est l'alibi, le but du terrorisme est le terrorisme lui-même qui doit casser le système de façon à ce que le peuple en reconstruise un autre. Dans l'action des Brigades rouges, c'est le terrorisme qui est l'essentiel et les motivations qui sont accessoires ! Nous n'avons plus un parti révolutionnaire avec une branche terroriste, comme ce fut le cas dans l'histoire, mais un groupement terroriste avec de vagues projets sociaux qui ne sont qu'un amalgame de toutes les théories en « isme », passées à la moulinette des slogans universitaires du moment. Le terrorisme est un tout, idéologique et opérationnel ! Il remplace à la fois le bulletin de vote, la barricade voire la guérilla classique. Il tend à faire baisser les bras au pouvoir et lorsqu'on lui demande pour quoi faire, sa réponse théorique est simple : donner le pouvoir au peuple qui sait ce qu'il veut et auquel on conseillera un amalgame utopique où Stirner, Proudhon, Marx et Jésus se débrouilleront pour que la soupe soit bonne !

Ce terrorisme-là, qui eut son heure de gloire en Allemagne, qui sévit en Italie et qui fait une entrée timide auprès des jeunes gens en colère de notre pays, est sans aucune ossature. C'est une vision utopique d'intellectuels, une révolte de dandys, d'enfants gâtés qui, en séchant les heures de cours, ont le temps de s'installer sur la grande scène du théâtre des illusions. Il n'a pas mordu et ne mordra pas dans les milieux ouvriers où il faut vivre d'un travail journalier au contact des autres, ce qui rend circonspect. Il s'agit d'un terrorisme romantique, qui est passé du geste individuel du jeteur de bombes qui se laisse arrêter pour crier sa vérité sur le théâtre de la justice, au collectif terroriste. Comme le terrorisme individuel du début du siècle, ce terrorisme collectif de nos jours est seul, désespérément seul. Son spectateur, c'est le peuple, rien que le peuple, pris à témoin ! En réalité, son véritable auditoire, c'est une jeunesse universitaire qui fait joujou avec des idées fortes, même si elle ne se manifeste que par de l'exhibitionnisme tapageur.

Ce terrorisme est dangereux parce qu'il dresse contre les idées qu'il prétend défendre la majorité des travailleurs, parce qu'il donne de la révolution sociale une vision apocalyptique et que, par conséquent, il facilite la répression qu'alors les classes dirigeantes étendent bien au-delà, parce qu'il est un feu de paille qui nécessite une solution rapide et qui, même s'il se renouvelle, s'éteint rapidement, parce qu'il prétend à l'aristocratie, au héros, et que finalement, et l'histoire nous l'apprend, il devient, au moment de la transformation sociale, un danger. Et Malraux dans *La Condition humaine* nous l'a fort bien expliqué ! Ce terrorisme est un instant fulgurant, c'est incontestable, mais son

éclat coïncide avec la prodigieuse rapidité de l'évolution des techniques et des connaissances qui vont imposer une évolution des mœurs et des structures. Et dans le fond, c'est peut-être sa chance de marquer l'évolution des mœurs, plus que la transformation de l'économie et de ses structures.

Les anarchistes ont face au terrorisme une sensibilité différente, y compris face à ce terrorisme moderne, coupé des masses ouvrières. On peut cependant définir quelques traits de ce que fut la position des anarchistes devant le terrorisme. Il est un acte individuel ! Il ne se commande pas ! Certes, il y a eu et il y aura peut-être encore des anarchistes qui se réclameront ou pratiqueront le terrorisme, sous leur propre et seule responsabilité. Le terrorisme n'est pas un des éléments d'une stratégie anarchiste d'organisation !

Pour les anarchistes, une organisation purement terroriste est un non sens, même si, comme beaucoup d'autres organisations révolutionnaires, les anarchistes aient pu posséder une branche d'activité qui ait pu être assimilée au terrorisme, et nous retombons alors dans les définitions que je donnais au début de ce texte. Dans l'histoire du mouvement anarchiste, le terrorisme a été à la fois un élément utilitaire et individuel. On abat le tsar, on tire sur Clémenceau, on dessoude un dictateur sanguinaire, un tortionnaire, un indicateur, un chef de police. On participe alors à cette petite guerre, genre « série noire », qui se juxtapose à tous les grands conflits militaires ou sociaux de l'histoire !

Cependant, dans *Les Justes*, Albert Camus a bien posé le problème qui est celui que se posent fatalement les libertaires (je ne parle pas de ces farfelus qui font trois petits tours avant de s'en aller). Cette question vous la connaissez : « Faut-il ou ne faut-il pas jeter la bombe sur la voiture du tyran qui promène ses petites filles ? ». C'est toute la question et la réponse ne peut être qu'individuelle !

La police qui a besoin d'alibis, a rafé une vingtaine de jeunes gens, dont le « terrorisme » est pour l'instant loin d'être démontré, et ce ne sont pas les larmes versées sur ce pauvre Galley absent de son bureau, qui nous feront prendre au sérieux la tentative de meurtre qu'on veut accréditer. Il semble qu'autour de cette affaire il y ait beaucoup de vent. Une façon comme une autre de détourner l'attention de scandales politiques et financiers qui font, eux aussi, la « une » des journaux. Il faut bien dire que les flics ont toujours à la portée de leurs mains quelques jeunes gens imprudents et tapageurs à se mettre sous la dent. Le côté malsain de cette affaire de « terrorisme » doit nous inciter, dans cette période trouble, à resserrer les boulons de façon à éviter de se faire piéger dans des coups merdeux qui ne profitent qu'à l'adversaire.

Le seul terrorisme payant, c'est celui de la transformation sociale et celui-là, il faut le répandre dans les milieux ouvriers jusqu'à en faire vomir le bourgeois, jusqu'à ce qu'il en crève.

Maurice JOYEUX

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.